

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 02/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM
ZIP RHENANE NORD RD 52
68600 Biesheim

Références : 0006700469_2024_09_19_CONSTELLIUM_BIESHEIM_VIIC-EDD
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de contrôle a été réalisée dans le but de vérifier un certain nombre d'éléments liés aux compléments de l'étude de dangers transmise par l'exploitant en date du 18/07/2024.

Pour rappel, par transmission du 28 juin 2022, la société CONSTELLIUM a transmis au préfet du Haut-Rhin la notice de ré-examen de son étude de dangers, accompagnée d'une révision de cette dernière suite aux différentes modifications ayant eu lieu entre 2017 et 2022. Ces éléments ont fait l'objet d'un rapport d'examen de l'Inspection daté du 28 septembre 2023 demandant à l'exploitant un ensemble de complément afin de rendre son étude conforme aux attendus de l'Inspection et de la réglementation.

L'examen des compléments transmis a montré que cet examen nécessitait un contrôle de certains points liés aux éléments mentionnés dans l'étude de dangers (tel que la pratique de déchargement des isotanks de Chlore, ou la diminution du débit existant sur la cuve de propane permettant la minoration d'un scénario d'accident majeur, ...), ou à des éléments liés à des prescriptions réglementaires opposables aux installations et a priori non-conforme à l'examen des éléments

transmis (plan des zones à risques, plan des tuyauteries de matières dangereuses, ...).

Pour ce contrôle ont été pris en référence les éléments suivants :

- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- Étude de dangers du site, rendu opposable par l'arrêté préfectoral du 21/07/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant produits laminés, produits extrudés et pièces structurelles. Constellium compte près de 12 000 employés dans le monde et exploite 24 sites de production en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Le site de production de Biesheim, possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral (codificatif) du 21 juillet 2022 à exploiter un ensemble d'ICPE concourant à son procédé industriel de fabrication. Les installations sont par ailleurs soumises aux dispositions des directives dites "IED" et "SEVESO".

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique
- Étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des zones à risques incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan/identification des tuyauteries transportant des matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C et E	Demande d'action corrective	2 mois
3	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Conformité aux dossiers techniques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 1.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Conformité de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 26/05/2014, article 7 et annexes II et III	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et le contrôle des différents documents transmis mettent en avant les non-conformités suivantes :

- Les plans des zones à risques (pour l'incendie au sein de l'atelier Vernissage) établis par l'exploitant sont erronés,
- l'exploitant ne dispose pas de plan pour les tuyauteries transportant des liquides inflammables dans l'atelier Vernissage. Par ailleurs, certains plans ou schémas présentés

- pour les tuyauteries gaz naturel sont erronés,
- certaines parties des tuyauteries véhiculant du gaz naturel ne sont pas identifiées conformément aux règles en vigueur,
- la description faite dans l'étude de dangers du site, du scénario de chute de l'isotank de chlore est erronée ; il convient que l'exploitant la modifie à l'éclairage des dispositions qu'il met en œuvre,
- comme le démontre l'annexe II du présent rapport, l'étude de dangers complétée fournie par l'exploitant présente des éléments de non-conformités vis-à-vis de certaines des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Cependant compte tenu :

- de la nature de ces non-conformités (en grande partie documentaires, tel que plans, description de procédure de déchargement, erreur dans la définition des zones à risques, etc),
- des actions menées par l'exploitant en amont du contrôle sur site afin de résorber certains écarts, et des engagements pris par ce dernier pour résorber l'ensemble des non-conformités relevées sous un délai de 3 mois,

il n'est pas proportionné de faire application des suites administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Par ailleurs en l'état du constat, un point de contrôle reste sans conclusion compte tenu de l'absence d'élément permettant de statuer sur la présence ou non de limiteur de débit sur la cuve de stockage de propane présente sur le site. Il est attendu de la part de l'exploitant l'ensemble des éléments permettant de statuer sur la présence de ce dispositif, ou à défaut la révision du scénario de l'étude de dangers associé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des zones à risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, identification des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés dans l'annexe 2 confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan/identification des tuyauteries transportant des matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C et E
--

Thème(s) : Risques accidentels, Identification des risques
Prescription contrôlée : C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses [...] repérées conformément aux règles en vigueur. [...] E-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés dans l'annexe 2 confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.[...]
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés dans l'annexe 2 confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de fournir à l'Inspection des plans d'exécution en coupe de la citerne permettant de visualiser les équipements internes à cette installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conformité aux dossiers techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.[...]
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés dans l'annexe 2 confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de modifier le paragraphe 8.3.1 du tome III de son étude de dangers en décrivant les pratiques telles que réalisées sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Conformité de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2014, article 7 et annexes II et III
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Par souci de lisibilité compte tenu de la longueur des prescriptions prises en références, ces dernières sont annexées au présent rapport (annexe I).
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés dans l'annexe 2 confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Annexe I

Extrait des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement

Article 7 de l'arrêté du 26 mai 2014

1. Généralités.

L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de [l'article R. 515-90 du code de l'environnement](#). L'annexe II du présent arrêté précise les critères d'application de cette démarche.

L'étude de dangers mentionne le nom des rédacteurs et/ou des organismes ayant participé à son élaboration. Elle démontre par ailleurs qu'une politique de prévention des accidents majeurs et, pour les établissements visés à [l'article L. 515-36 du code de l'environnement](#), qu'un système de gestion de la sécurité sont mis en œuvre de façon appropriée. En outre, pour les établissements visés [aux articles L. 515-36](#) et [l'article R. 181-54 du code de l'environnement](#), elle démontre qu'un plan d'opération interne est mis en œuvre de façon appropriée.

2. Analyse de risques.

L'analyse de risques, au sens de « [l'article L. 181-25](#) » du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

3. Elaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques.

L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux

informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.

4. Présentation des accidents dans l'étude de dangers en termes de couple probabilité-gravité des conséquences sur les personnes.

L'étude de dangers contient, dans un paragraphe spécifique, le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement selon la grille de l'annexe III du présent arrêté.

Dans l'étude de dangers, l'exploitant explicite, le cas échéant, la relation entre la grille figurant en annexe III du présent arrêté et celles, éventuellement différentes, utilisées dans son analyse de risques.

« 5. Mesures de maîtrise des risques. »

« Lors que les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.

« Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.

« Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.

« Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).

« A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.

« Les procédures prévues au point B [de l'article 54 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié](#) sont incluses dans le système de la gestion de la sécurité lorsqu'il existe.

« Les dispositions des alinéas ci-dessus sont applicables à compter du 1er janvier 2023.

« Lorsqu'il ne figure pas dans l'étude de dangers, l'exploitant établit le document prévu au 6) du point I [de l'annexe 3](#) avant le 1er janvier 2023. »

Annexe II (de l'arrêté du 26 mai 2014) : Démarche de maîtrise des risques

1. Principes généraux

La démarche de maîtrise, par l'exploitant de l'établissement, des risques accidentels vis-à-vis de la santé publique et de l'environnement consiste à réduire autant que possible la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation, dans le respect des dispositions de [l'article R. 512-9 du code de l'environnement](#).

A cette fin, l'exploitant analyse les mesures de maîtrise du risque envisageables et met en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes

de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à [l'article L. 511-1 du code de l'environnement](#).

La démarche découle des principes suivants :

- la priorité est accordée à la prévention des risques à la source, tant au moment de la conception de l'activité industrielle que de son fonctionnement ;
- les accidents les plus fréquents ne doivent avoir de conséquences que négligeables ;
- les accidents aux conséquences les plus graves ne doivent pouvoir se produire qu'à des fréquences aussi faibles que raisonnablement possible ;
- la priorité est accordée à la réduction des risques les plus importants, tant au moment de la conception des installations que tout au long de leur vie.

2. Prérequis et limites de la démarche de maîtrise des risques

Dans son étude de dangers, l'exploitant précise les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre, ainsi que les raisons de ce choix.

3. Limites de prise en compte de certains événements externes pouvant causer des accidents dans l'établissement

Certains événements externes pouvant provoquer des accidents majeurs peuvent ne pas être pris en compte dans l'étude de dangers et notamment, en l'absence de règles ou instructions spécifiques, les événements suivants :

- chute de météorite ;
- séismes d'amplitude supérieure aux séismes maximums de référence éventuellement corrigés de facteurs, tels que définis par la réglementation, applicables aux installations classées considérées ;
- crues d'amplitude supérieure à la crue de référence, selon les règles en vigueur ;
- événements climatiques d'intensité supérieure aux événements historiquement connus ou prévisibles pouvant affecter l'installation, selon les règles en vigueur ;
- chute d'avion hors des zones de proximité d'aéroport ou aérodrome ;
- rupture de barrage de classe A ou B au sens de [l'article R. 214-112 du code de l'environnement](#) ou d'une digue de classe A, B ou C au sens de [l'article R. 214-113 de ce même code](#) ;
- actes de malveillance.

Annexe III (de l'arrêté du 26 mai 2014) : Informations minimales devant être contenues dans les études de dangers

I. Dispositions communes

1. Présentation de l'environnement de l'établissement :

a) Description de l'établissement et de son environnement comprenant la situation géographique, les données météorologiques, géologiques, hydrographiques et, le cas échéant, son historique ;

b) Recensement des installations et autres activités au sein de l'établissement qui peuvent représenter un danger d'accident majeur ;

- c) Sur la base des informations disponibles, recensement des établissements voisins, ainsi que des sites non couverts par le présent arrêté, zones et aménagements susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur et d'effets domino ;
- d) Description des zones où un accident majeur peut survenir.

2. Description de l'installation :

- a) Description des principales activités et productions des parties de l'établissement qui sont importantes du point de vue de la sécurité, des sources de risque d'accidents majeurs et des conditions dans lesquelles cet accident majeur pourrait survenir, accompagnée d'une description des mesures préventives prévues ;
- b) Description des procédés, notamment les modes opératoires, en tenant compte, le cas échéant, des informations disponibles sur les meilleures pratiques ;
- c) Description des substances dangereuses :
 - i) Inventaire des substances dangereuses comprenant :
 - l'identification des substances dangereuses : désignation chimique, numéro CAS, désignation dans la nomenclature de l'IUCPA ;
 - la quantité maximale de substances dangereuses présentes ou susceptibles d'être présentes ;
 - ii) Caractéristiques physiques, chimiques, toxicologiques et indication des dangers, aussi bien immédiats que différés, pour la santé humaine ou l'environnement ;
 - iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.

« En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne. »

3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention :

- a) Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation ; en particulier, que les causes soient :
 - i) Des causes opérationnelles ;
 - ii) Externes, par exemple par effets domino ou du fait de sites non couverts par la présente directive, zones et aménagements susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur ;
 - ii) Des causes naturelles, par exemple séismes ou inondations ;
- b) Evaluation de l'étendue et de la gravité des conséquences des accidents majeurs répertoriés, y compris cartes, images ou, le cas échéant, descriptions équivalentes faisant apparaître les zones susceptibles d'être concernées par de tels accidents impliquant l'établissement ;
- c) Inventaire des accidents et incidents passés impliquant les mêmes substances et les mêmes procédés, examen des enseignements tirés de ces événements et référence explicite à des mesures spécifiques prises pour éviter ces accidents ;
- d) Description des paramètres techniques et équipements installés pour la sécurité des installations.

4. Mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident majeur :

- a) Description des équipements mis en place dans l'installation pour limiter les conséquences d'accidents majeurs pour la santé publique et l'environnement, notamment les systèmes de détection/protection, les dispositifs techniques visant à limiter l'ampleur des rejets accidentels, y

compris les dispositifs de pulvérisation d'eau, les écrans de vapeur, les cuves et bassins de captage ou de collecte d'urgence, les vannes d'arrêt, les systèmes de neutralisation et les systèmes de rétention des eaux d'incendie ;

b) Organisation de l'alerte et de l'intervention ;

Description des moyens mobilisables internes ou externes ; description de toute mesure technique et non technique utile pour la réduction des conséquences d'un accident majeur.

[...]

II. Informations complémentaires pour les seuls établissements seuil haut

Informations sur le système de gestion et l'organisation de l'établissement en vue de la prévention des accidents majeurs.

Ces informations couvrent les éléments indiqués à [l'annexe II](#).(Arrêté du 24 septembre 2020, article 8 et annexe A)